



Monsieur Christian ESTROSI
Ministre chargé de l'Industrie auprès de la
Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de
l'emploi.
139 rue de Bercy
75572 PARIS CEDEX 12

Montreuil, le 3 décembre 2009

Monsieur le Ministre,

Mi-décembre doit se tenir une réunion nationale des dix groupes de travail des Etats Généraux de l'Industrie. A cette occasion, seraient définis les grands enjeux pour l'avenir des filières industrielles.

Vous connaissez l'engagement de la CGT pour la pérennité et le développement des activités industrielles. Nous avons à nouveau demandé, en juin dernier, un débat national sur cette question. Le Président de la République y a répondu en proposant la tenue des Etats Généraux de l'Industrie. Nous ferons tout pour que cette démarche débouche sur des mesures économiques et sociales efficaces et ambitieuses.

Nous sommes cependant préoccupés par le contenu de certains débats auxquels nous participons pourtant de manière active.

Tel est le cas des « groupes de filières » notamment du groupe de travail sur la sous-traitance automobile. Il est hors de question que les travaux de ces groupes servent à accompagner des objectifs globaux de réduction d'emplois ! La CGT s'est inscrite dans la démarche de discussion pour défendre et développer l'emploi, les qualifications, les activités, pas pour accompagner leur repli.

De la même manière, le fonctionnement du « groupe transversal financement » laisse beaucoup à désirer. Nous ne pouvons accepter que son responsable accorde si peu d'attention aux propositions de financement qui s'écartent des pratiques antérieures qui ont pourtant conduit à la crise, ou au souci de contrôler l'usage des aides publiques.

Enfin, nous sommes en désaccord avec la structure même du document présenté à la réunion du 20 novembre 2009 du Comité National des EGI, document qui est censé devenir la trame du rapport de la phase 1. Il est bien sûr présenté comme une « proposition du rapporteur ». Nous ne nous y retrouvons ni dans les constats ni dans les principes de proposition. Comment peut-il ignorer les questions du travail, de la formation et des capacités humaines en général ?

Il nous semble que les débats des groupes nationaux comme ceux des groupes territoriaux sont plus riches et plus ouverts sur les préoccupations sociales de même que sur des propositions innovantes que ce document au final très conformiste autour de la question traditionnelle de « compétitivité ». Le document d'étape doit être le reflet d'une nouvelle version du développement industriel.

Nous vous interpellons sur ces différents points qui détermineront l'issue du processus des Etats Généraux. Ces Etats Généraux doivent ouvrir des portes inédites et ne pas se refermer sur les recettes d'hier qui n'ont pas marché.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments dévoués.

Mohamed OUSSEDIK
Membre de la Commission Exécutive de la CGT